

Vente des Chantiers : le cri d'alarme des élus

Le délai fixé par l'Europe pour la vente des Chantiers de l'Atlantique expire le 31 décembre. Des voix demandent à l'État d'engager le plan B.

C'est à croire que l'avenir des Chantiers de l'Atlantique se joue toujours entre les deux réveillons. Le 28 décembre 2012, la navale nazairienne ressuscitait en signant une commande record de deux milliards d'euros avec l'armateur RCCL. Huit ans plus tard, l'entreprise aux carnets de commandes pleins pour des années a les yeux rivés sur le compte à rebours de sa vente qui doit s'arrêter le 31 décembre.

C'est la date fixée par la commission européenne pour obtenir de Fincantieri les documents devant finaliser ou non l'accord franco-italien. Il devait permettre de créer un géant européen de la construction navale.

Mais depuis des mois, l'accord existant entre le chantier italien et le chinois CSSC, qui a sorti ses premiers paquebots, a mis le doute. Localement, élus et syndicats n'en ont plus.

Il faut rompre l'accord avec les Italiens. C'est le sens d'une tribune publiée dans le journal *Les Échos* puis largement diffusée ce mardi, émanant de trois élus locaux.

Emprise chinoise

Les socialistes David Samzun, maire de Saint-Nazaire, Philippe Grosvalet, président de la Loire-Atlantique, et Christelle Morançais, présidente Les Républicains des Pays de la Loire, lancent « **un cri d'alarme.** » Dans leur texte, ils rappellent « **150 ans d'Histoire glorieuse** », une aventure qui « **se prolonge, aujourd'hui, avec un tissu d'entreprises locales dont le dynamisme et la capacité d'innovation s'ajoutent à ceux des Chantiers de l'Atlantique** ».

Pour eux, c'est l'État et donc le Président Emmanuel Macron qui doit intervenir : « **L'entreprise se retrouve**



Le MSC Virtuosa, symbole d'une coopération avec l'armateur italien qui fonctionne depuis 20 ans.

PHOTO : OUEST-FRANCE

prise au piège d'un agenda des pouvoirs publics qui n'avance pas. Elle est, surtout, sous la menace d'une emprise chinoise qui pourrait hypothéquer son avenir. »

En coulisse, tout le monde s'accorde pour estimer que le projet franco-italien est mort, en dépit du langage officiel récent du Premier ministre. Mais qui peut siffler la fin de la partie ? La commission européenne en donnant l'impression d'être pro-française ? Fincantieri qui n'a peut-être finalement pas besoin de Saint-Nazaire ? La France qui vient d'annoncer un porte-avions conçu sur les bords de Loire ?

Une fois l'annonce faite, il faudra un plan B. Depuis plusieurs semaines, des industriels, des gérants de PME se disent prêts à se lancer, aux côtés de Naval Group qui détient déjà des parts des Chantiers de l'Atlantique. « **Nous soutiendrons toute solution alternative d'actionariat, française si possible** », concluent les élus.

Frédéric SALLE.